

## Déclaration des partis communistes et ouvriers d'Europe sur la sécurité en Europe (Karlovy-Vary, 26 avril 1967)

**Légende:** Réunis à Karlovy-Vary le 26 avril 1967, les représentants des partis communistes et ouvriers d'Europe approuvent la proposition du Pacte de Varsovie sur la suppression simultanée des deux alliances militaires, demandent que tous les États reconnaissent le statu quo territorial de l'après-guerre et appellent à la création d'un système de sécurité collective fondée sur les principes de la coexistence pacifique entre États à systèmes sociaux différents.

**Source:** Le projet de conférence sur la sécurité européenne 1954-1971. Dossier préparé par Mr. E. Nessler, Rapporteur. Paris: Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, décembre 1971. 99 p. (Commission des Affaires générales. Dix-septième session ordinaire).

Bulletin URSS. 27.04.1967, n° 3798. [s.l.].

**Copyright:** (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/declaration\\_des\\_partis\\_communistes\\_et\\_ouvriers\\_d\\_europe\\_sur\\_la\\_securite\\_en\\_europe\\_karlovy\\_vary\\_26\\_avril\\_1967-fr-e8fe5ae4-27cc-4e0f-a48a-c8c82cb548e6.html](http://www.cvce.eu/obj/declaration_des_partis_communistes_et_ouvriers_d_europe_sur_la_securite_en_europe_karlovy_vary_26_avril_1967-fr-e8fe5ae4-27cc-4e0f-a48a-c8c82cb548e6.html)

**Date de dernière mise à jour:** 05/09/2012

## Déclaration adoptée par les partis communistes et ouvriers d'Europe à la Conférence de Karlovy-Vary (26 avril 1967)

Nous, les représentants des partis communistes et ouvriers d'Europe réunis à Karlovy-Vary, conscients des responsabilités qui nous incombent pour l'avenir de nos peuples et pour la cause de la classe ouvrière internationale, nous considérons la sauvegarde de la paix comme la question primordiale pour tous les peuples de notre continent.

Nous nous sommes rencontrés pour discuter ensemble la situation actuelle, pour échanger nos expériences et élaborer en commun les moyens qui permettront de favoriser l'union de toutes les forces de paix et de progrès pour la sécurité en Europe.

### I

L'expérience de ces dernières années a confirmé la justesse de la position des communistes selon laquelle la guerre n'est pas inévitable, qu'on peut la prévenir grâce aux efforts conjugués de la communauté mondiale du socialisme, de la classe ouvrière internationale, du mouvement de libération nationale, de tous les Etats qui se prononcent contre la guerre, de toutes les forces de paix. Ces forces se sont considérablement développées. Mais, en même temps, s'est accrue l'agressivité de l'impérialisme américain.

Les Etats-Unis, force principale de l'agression et de la réaction, s'efforcent de détourner le cours de l'histoire et d'anéantir le droit des peuples à disposer de leur propre sort. Ils interviennent brutalement dans les affaires intérieures des pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, ils intensifient contre le peuple vietnamien une guerre d'intervention barbare qui constitue aujourd'hui le plus grand danger pour la paix mondiale.

Dans cette situation, la lutte contre les forces impérialistes en Europe prend une importance croissante. Chaque succès remporté dans cette lutte constitue non seulement un pas vers une paix durable dans notre partie du monde, mais porte encore un nouveau coup à la politique de force et à tout le système de pactes militaires agressifs liés entre eux, dont l'impérialisme a ceinturé le globe.

L'Europe, qui a connu deux guerres mondiales, demeure un point névralgique où se confrontent les forces les plus importantes du camp impérialiste et du camp socialiste. Un conflit armé entre eux risquerait de se transformer en une guerre nucléaire totale. L'existence de ce danger pèse sur toute la vie des peuples d'Europe, freine le progrès social et économique, envenime les rapports internationaux et entraîne un gaspillage considérable de moyens matériels dans la course aux armements. Les interventions armées de certains Etats européens contre les mouvements de libération nationale créent également des foyers de tension et menacent la paix.

Après la deuxième guerre mondiale, les Etats impérialistes, avec à leur tête les Etats-Unis, ont mis sur pied le Pacte atlantique dirigé contre les pays socialistes et, en même temps, contre les mouvements démocratiques dans les pays capitalistes. Cela conduit à la division de l'Europe en blocs militaires opposés. En remilitarisant la République Fédérale d'Allemagne et en soutenant ses prétentions à représenter toute l'Allemagne, les impérialistes lui ont fait assumer le rôle de bastion avancé de l'anticommunisme, aggravant ainsi la tension et menaçant la paix et la sécurité de toute l'Europe.

Le régime de Bonn, dirigé par les forces de la revanche et du militarisme, est devenu le point d'appui essentiel de la stratégie globale des Etats-Unis en Europe. La Bundeswehr commandée par d'anciens officiers hitlériens, dispose d'un potentiel militaire croissant, ce qui démontre l'ampleur des préparatifs de guerre.

On a interdit l'activité du parti communiste d'Allemagne et d'autres organisations démocratiques et pacifiques sont persécutées. Dans le même temps, on a donné champ libre aux actions des forces réactionnaires et fascistes. Leur influence croissante éveille l'inquiétude profonde de l'opinion publique en Europe qui sait d'expérience que le fascisme va toujours de pair avec le militarisme agressif.

La guerre froide est devenue pour les monopoles de tous les pays capitalistes d'Europe un instrument dans leurs attaques contre la démocratie, un moyen de pression sur les masses laborieuses visant à contrecarrer leur lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie, à limiter leurs conquêtes sociales et à faire ainsi supporter aux travailleurs le fardeau croissant des armements. La conception de la guerre froide, le mythe de l'agression communiste utilisé par les Etats-Unis pour justifier leur hégémonie en Europe n'ont pas résisté à la réalité.

La politique agressive de l'impérialisme en Europe a été mise en échec par la politique étrangère active des pays socialistes, appliquant avec conséquence les principes de la coexistence pacifique de tous les Etats, quel que soit leur système social, politique réalisée avec une ampleur toujours plus grande, particulièrement après le XX<sup>e</sup> congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique. La politique impérialiste a été aussi mise en échec par la lutte des partis communistes et ouvriers, par l'action des masses populaires et l'attitude active de larges milieux de l'opinion publique en Europe occidentale.

La puissance défensive unie des Etats socialistes basée en premier lieu sur les réalisations scientifiques et techniques de l'Union Soviétique, dresse un barrage sur le chemin de la guerre. L'Alliance atlantique est entrée dans une phase de crise ouverte. Les milieux gouvernementaux de certains pays occidentaux ont été amenés à mettre en doute la valeur et l'opportunité d'une politique d'alliance militaire avec les Etats-Unis ou de participation aux forces intégrées de l'O.T.A.N. qui menace d'entraîner leurs Etats dans une guerre n'ayant rien de commun avec leurs intérêts nationaux. Dans les pays capitalistes d'Europe, on a vu se renforcer les tendances à se libérer de la tutelle politique et militaire des Etats-Unis, tandis que s'accroît l'inquiétude devant la pénétration croissante du capital américain.

On a vu se renforcer aussi les contradictions entre les intérêts nationaux des Etats de l'Europe occidentale et les aspirations expansionnistes d'une République Fédérale d'Allemagne qui ambitionne d'occuper une position dominante au sein de l'O.T.A.N., du Marché commun et de l'Euratom.

La République Démocratique Allemande, qui a réalisé les accords de Potsdam, a renforcé sa souveraineté politique et son importance internationale. Sa force croissante et sa politique pacifique constructive font obstacle à la réalisation des plans de l'impérialisme ouest-allemand. La reconnaissance de la République Démocratique Allemande et la défense de ses droits de souveraineté sont devenues l'une des tâches primordiales dans la lutte pour la sécurité européenne. L'existence et le développement d'un Etat socialiste allemand, qui se place sur le terrain de la paix, sont d'une importance décisive non seulement pour le peuple allemand, mais pour la paix dans toute l'Europe.

La crise de la politique de guerre froide a ouvert de nouvelles perspectives devant les forces démocratiques et progressistes de l'Allemagne occidentale qui exigent sincèrement un changement radical de la politique pratiquée jusqu'à présent et méritent d'être pleinement soutenues.

Le changement de gouvernement est le résultat de cette crise. Mais rien n'indique qu'il ait renoncé aux objectifs impérialistes de ses prédécesseurs. Au contraire, en dépit de ses déclarations d'intentions pacifiques, il maintient ses prétentions à vouloir représenter l'ensemble de l'Allemagne, il continue de se fixer pour objectif l'annexion de la République Démocratique Allemande et le rétablissement de l'Allemagne dans ses frontières de 1937, il refuse de reconnaître le caractère illégal du diktat de Munich, il continue d'avancer des revendications provocatrices à l'égard de Berlin-Est et veut accéder aux armes nucléaires. A l'heure actuelle, d'importants changements se produisent dans l'opinion publique européenne qui prend conscience de la stérilité et du danger de la politique impérialiste de division de l'Europe. Entre des pays de régimes sociaux différents se développent des relations de collaboration aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine culturel. Multipliant leurs contacts, les représentants des gouvernements et des milieux politiques des pays socialistes et des pays capitalistes procèdent à d'utiles échanges de vues sur les questions de la sécurité européenne.

Les propositions constructives visant à renforcer la sécurité et la coopération pacifique en Europe, avancées par les pays socialistes dans la déclaration de Bucarest des Etats signataires du Traité de Varsovie et par les partis communistes des pays capitalistes dans leurs conférences et leurs résolutions, constituent une base

réelle pour l'établissement de la paix, de la sécurité en Europe.

De nouvelles tendances apparaissent dans le mouvement socialiste et social-démocrate qui, dans certains pays d'Europe occidentale, se prononce en faveur de la détente internationale et de la coopération avec les communistes. De nouvelles tendances se font jour dans le monde chrétien en ce qui concerne les problèmes du progrès social et de la paix. De nouvelles possibilités de contacts sont également apparues entre les diverses organisations syndicales et autres organisations démocratiques. L'action entre communistes, socialistes et chrétiens peut devenir un facteur favorable de paix sur notre continent.

Les peuples d'Europe ne veulent plus jamais de guerre. Ils ne veulent pas davantage de guerre froide, ni de l'équilibre de la terreur qui entraîne l'intensification de la course aux armements et le risque croissant d'un conflit, qu'il soit délibéré ou fortuit. Il est grand temps d'établir en Europe des rapports nouveaux, de confiance mutuelle et de détente réelle, sur la base de l'alternative constructive et pacifique d'une véritable coopération européenne.

C'est pourquoi, nous communistes, travaillant dans diverses situations nationales, nous ne ménagerons pas nos efforts pour que soit édifié un système de sécurité collective, pour promouvoir entre les Etats des relations qui excluraient toute possibilité d'agression et assureraient une paix durable à l'Europe et au monde. C'est une tâche difficile mais réalisable.

## II

Les partis communistes et ouvriers d'Europe soumettent à l'examen de l'opinion publique et de toutes les forces politiques et sociales intéressées un programme d'action visant à créer un système de sécurité collective fondée sur les principes de la coexistence pacifique entre Etats à systèmes sociaux différents.

Cela exige tout d'abord que tous les Etats admettent la réalité telle qu'elle s'est créée en Europe, pendant la période d'après-guerre. Ce qui signifie :

- La reconnaissance de l'inviolabilité des frontières existantes en Europe et, en particulier, de la frontière Oder-Neisse et de la frontière entre les deux Etats allemands :
- La reconnaissance de l'existence des deux Etats allemands souverains et égaux en droits — la République Démocratique Allemande et la République Fédérale d'Allemagne — ce qui suppose la renonciation de celle-ci à sa prétention de représenter toute l'Allemagne ;
- L'interdiction de l'accès de la République Fédérale d'Allemagne à l'armement nucléaire sous quelque forme que ce soit, sous la forme dite « européenne », tout comme sous la forme multilatérale ou atlantique ;
- La reconnaissance de la non-validité de l'accord de Munich à partir du moment de sa conclusion.

Devant le mouvement ouvrier en Europe, ainsi que devant toutes les forces pacifiques et démocratiques, se pose la tâche d'assurer le développement des relations pacifiques et de la coopération entre tous les Etats européens sur la base des principes de la souveraineté et de l'égalité.

Pour cela, il s'agit de lutter pour une série d'objectifs qu'il est possible d'atteindre dans la situation nouvelle qui est créée et, notamment :

- La conclusion d'un accord entre tous les pays d'Europe excluant le recours ou la menace de recours à la force dans leurs relations, renonçant à l'ingérence dans les affaires intérieures et assurant, conformément aux principes de la charte de l'O.N.U., la solution de tous les litiges entre eux par des moyens uniquement

pacifiques ;

— La normalisation des rapports entre tous les Etats et la République Démocratique Allemande, de même qu'entre les deux Etats allemands et entre Berlin-Ouest (entité politique particulière) et la République Démocratique Allemande ;

— La défense conséquente et le développement de la démocratie en République Fédérale d'Allemagne — que les leçons de l'histoire et les accords internationaux d'après-guerre donnent aux peuples le droit d'exiger — ce qui suppose le soutien de la lutte des milieux progressistes de la R.F.A. pour l'interdiction des organisations néo-nazies et de toute propagande revancharde, la renonciation aux lois d'exception, la liberté pour les démocrates et les forces pacifiques et la légalité du parti communiste allemand ;

— La conclusion d'un traité de non-dissémination des armes nucléaires, pas important vers l'arrêt de la course aux armements.

Le système de sécurité européenne doit inclure la reconnaissance du principe de la neutralité et le respect inconditionnel de l'inviolabilité des pays neutres. Une politique plus active de paix des pays neutres, leur contribution à la cause du désarmement favoriseraient la création d'un tel système.

Dans l'intérêt de tous les Etats, il est particulièrement important de liquider les barrières artificiellement érigées dans les rapports économiques entre les pays socialistes et les pays capitalistes d'Europe, ce qui favorisera une coopération effective allant jusqu'à de larges accords sur les terrains de la production et de la recherche.

C'est pour ouvrir une perspective de sécurité et de coopération européenne que nous nous prononçons résolument pour la conclusion d'accords visant des mesures partielles, en particulier sur le plan du désarmement, car elles créeraient un climat plus favorable à des accords plus étendus. Toutes les propositions faites dans ce domaine par les gouvernements, les partis, les organisations sociales, les hommes politiques, les scientifiques, méritent un examen attentif.

Parmi les propositions figurent notamment celles tendant au retrait des troupes étrangères des territoires des pays européens et à la liquidation des bases militaires étrangères, la création de zones désatomisées en Europe centrale, dans les Balkans, les pays danubiens, la Méditerranée, l'Europe du nord, de zones d'armements diminués ou gelés au niveau actuel et, d'une manière plus générale, de zones de paix et de coopération dans diverses régions du continent. Ces mesures, et d'autres qui peuvent être envisagées, renverseraient la tendance à la poursuite de la course aux armements.

L'approche de l'échéance de 1969, au terme de cinq années pour lesquelles a été conclu le Pacte atlantique, place de façon aiguë à l'ordre du jour la possibilité d'une alternative claire : arriver à une Europe sans blocs militaires.

Tout doit être fait pour un large mouvement des forces pacifiques de notre continent contre le renouvellement ou tout aménagement du Pacte atlantique. Ce mouvement est favorisé par la position constructive des Etats membres du Traité de Varsovie qui ont déclaré à maintes reprises, et encore répété solennellement dans leur déclaration de Bucarest, qu'ils sont prêts à la suppression simultanée des deux alliances.

Nous approuvons leur proposition de se mettre dès maintenant d'accord sur la liquidation des organisations militaires, tant de l'Atlantique nord que du Traité de Varsovie.

Nous nous déclarons prêts à soutenir toute initiative ou proposition ayant pour objectif la détente et le

renforcement de la sécurité des peuples de notre continent.

C'est dans cet esprit que nous soutenons pleinement l'idée de la convocation d'une conférence de tous les Etats européens consacrée aux problèmes de la sécurité et de la coopération pacifique en Europe. Les initiatives tendant à convoquer les représentants de tous les parlements européens méritent également d'être appuyées.

La consolidation de la paix et de la sécurité ouvrira de nouvelles perspectives de progrès et de bien-être aux peuples de notre continent.

Les peuples d'Europe ont à résoudre d'importants problèmes sociaux, économiques, culturels. Une Europe libérée de la course aux armements qui engloutit des ressources économiques énormes et le fruit du labeur de ses travailleurs, ingénieurs et savants, pourra non seulement assurer un niveau de vie plus élevé à ses habitants, mais encore apporter une contribution appréciable au développement de toute l'humanité.

La lutte pour une telle Europe reste étroitement liée à la lutte pour la véritable indépendance nationale, la démocratie, contre les dictatures réactionnaires et fascistes, telles que celles d'Espagne, du Portugal et de Grèce. Les dangers que ces régimes représentent pour les peuples d'Europe sont vérifiés par le fait que l'impérialisme américain trouve auprès des gouvernements d'Espagne, du Portugal et de Grèce des facilités particulières pour l'installation de ses bases atomiques en contrepartie de l'appui à leurs régimes discrédités.

En soulignant la valeur des grandes luttes unitaires des forces ouvrières et démocratiques espagnoles dans la période actuelle, les partis communistes et ouvriers européens expriment leur complète solidarité et leur soutien à tous les peuples qui luttent contre les régimes réactionnaires, pour la liberté et la démocratie.

Les communistes, qui ont toujours lutté contre l'impérialisme, le colonialisme et le néocolonialisme, renforceront leur solidarité envers les peuples qui luttent encore pour leur libération nationale. Ils agiront pour le développement de nouvelles relations avec les pays d'Asie et d'Amérique latine, sur la base du respect de l'indépendance, de la souveraineté, de la non-ingérence, d'une coopération économique mutuellement avantageuse et d'une aide effective des pays plus développés aux pays nouvellement libérés engagés sur le chemin du progrès économique, social et culturel.

### III

Les partis communistes d'Europe sont prêts à consacrer toutes leurs forces à la réalisation de ces tâches de paix, de progrès et de démocratie.

Notre mouvement qui, cette année, célèbre le 50<sup>e</sup> anniversaire de sa plus grande victoire — la glorieuse Révolution Socialiste d'Octobre — est devenu une force politique puissante, exerçant une influence décisive sur le développement de toute l'humanité.

Chaque parti communiste, dans les conditions particulières où il est appelé à lutter, porte la responsabilité de sa politique devant la classe ouvrière et les masses laborieuses de son propre pays, devant son propre peuple. Mais, en même temps, chaque parti est conscient de sa responsabilité internationale, pour la sauvegarde de la paix, pour la création de nouvelles relations entre les peuples dans l'esprit de notre temps. Ce sentiment de responsabilité exige de nous, partis communistes d'Europe, que nous unissions nos forces pour résoudre ces problèmes. Plus forte sera l'unité et la solidarité des partis communistes et ouvriers d'Europe et dans le monde entier, et plus efficace sera notre lutte.

Ce sentiment de responsabilité exige que nous nous adressions tout d'abord à la classe ouvrière qui est le principal créateur des richesses matérielles, la classe la plus consciente, l'avant-garde de la société moderne. Nous nous adressons à l'allié le plus proche de la classe ouvrière, la paysannerie, ainsi qu'aux couches moyennes travailleuses, toutes intéressées de façon vitale à la paix et au bien-être. Les ouvriers et tous les travailleurs d'Europe, unissant le patriotisme à la solidarité internationale, sauront jouer un rôle déterminant dans la lutte pour la paix et la sécurité européenne, la démocratie et le progrès social sur notre continent.

Nous nous adressons aux partis socialistes et sociaux-démocrates disposant d'une forte influence dans la classe ouvrière européenne et assumant des responsabilités gouvernementales dans plusieurs pays. L'expérience de dizaines d'années atteste que seule l'action unie des communistes et des socialistes permet à la classe ouvrière d'exercer une influence décisive sur la vie politique et de rassembler autour d'elle toutes les couches sociales intéressées à la sauvegarde de la paix et à des transformations politiques et sociales.

Nous nous adressons aux organisations syndicales d'Europe, qui constituent depuis un siècle la plus large organisation de masse de la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts matériels et sociaux. Nous invitons les syndicats à user de leur autorité et de leur influence dans la lutte pour une Europe pacifique.

Nous nous adressons aux hommes de lettres, des arts et des sciences, à tous les intellectuels d'Europe, dont les meilleurs représentants ont toujours défendu les droits et la liberté de l'homme, l'indépendance des peuples, la coopération internationale et la paix.

Nous nous adressons aux forces chrétiennes, aux catholiques, aux protestants, aux croyants de toutes les confessions qui trouvent dans leurs convictions religieuses les motifs de leurs aspirations à la paix et à la justice sociale.

Nous nous adressons à la jeune génération d'Europe, dont l'avenir est inséparable du triomphe des idées de la sécurité collective et de la paix. Sa place est au premier rang de la lutte contre la guerre, contre la réaction et le fascisme, pour la liberté et le progrès, pour l'amitié internationale.

Nous nous adressons aux femmes, dont le rôle dans la vie sociale grandit sans cesse, et dont l'apport est essentiel pour l'œuvre de sécurité et de vie, pour l'avenir de toute l'humanité.

Nous nous adressons aux groupements de la bourgeoisie, lesquels, tenant compte des réalités de notre époque, sont conscients des dangers d'une guerre atomique, soucieux de libérer leurs pays de la dépendance des Etats-Unis et prêts à adopter une politique de sécurité européenne.

Nous appelons toutes les forces pacifiques à s'unir et à développer dans chaque pays, et à l'échelle du continent, de vastes campagnes, des actions de masse pour exiger des mesures pratiques immédiates pour la sécurité collective. Nous les appelons à appuyer de toute leur énergie l'idée de la convocation d'une conférence des Etats européens.

Les communistes des pays d'Europe sont profondément convaincus qu'en défendant la cause de la paix et de la sécurité de leur continent contre les forces d'agression et de guerre, ils agissent dans l'intérêt de la démocratie, du progrès social, de la libération nationale, dans l'intérêt des peuples du monde entier.

Ce moment historique exige audace et initiative. Nous nous adressons à tous les hommes et à toutes les femmes de bonne volonté, indépendamment de leurs tendances politiques, de leurs croyances religieuses et de leurs nationalités, en les appelant à exercer leur influence et à œuvrer par tous les moyens au succès de leur idéal commun, la paix. En surmontant tout ce qui nous sépare, nous pouvons créer une force puissante capable de triompher de la guerre et de l'incertitude et d'ouvrir la porte à une paix durable et au bien-être de tous.

Les peuples européens sont en mesure de décider eux-mêmes des problèmes de la paix et de la sécurité de leur continent. Qu'ils prennent en main le sort de l'Europe.